

9.1 Maladies - Accidents

En 2016, l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire le nombre d'années qu'une personne peut compter vivre sans souffrir d'incapacité dans les gestes de la vie quotidienne, s'élève en France à 64,1 ans pour les femmes et à 62,7 ans pour les hommes. Elle est stable depuis dix ans. Parallèlement, l'espérance de vie en bonne santé à 65 ans, qui s'établit à 10,5 ans pour les femmes et 9,4 ans pour les hommes, a augmenté au cours de cette période : respectivement + 0,9 an et + 0,8 an. Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de progression de l'**espérance de vie à la naissance**. En 2016, celle-ci atteint 85,3 ans pour les femmes et 79,3 ans pour les hommes. Alors que la France occupe l'une des meilleures places en matière d'espérance de vie à la naissance, elle est assez proche de la moyenne européenne pour l'espérance de vie en bonne santé.

Sur les 579 800 décès observés en France métropolitaine en 2015, les cancers et les maladies cardio-vasculaires constituent les causes les plus fréquentes (respectivement 28,7 % et 24,5 %), suivies par les maladies de l'appareil respiratoire (autres que les cancers), les **morts violentes** (suicides, accidents...) et les maladies du système nerveux et des organes des sens. Ces cinq groupes de maladies rassemblent un peu moins des trois quarts des décès.

La forte baisse de la mortalité toutes causes observées depuis plusieurs décennies se poursuit. En effet, les **taux de mortalité standardisés** sur l'âge ont, pour 1 000 habitants, diminué en quinze ans de 22 % chez les

hommes pour s'établir à 11,2 décès en 2015 et de 19 % chez les femmes pour s'établir à 6,7 en 2015. Ces taux sont inférieurs aux taux moyens de l'Union européenne (UE), qui sont en 2015 de 12,9 pour les hommes et 8,5 pour les femmes.

En 2017, la **dépense de prévention institutionnelle**, financée ou organisée par des fonds et des programmes de prévention nationaux ou départementaux, s'élève à 6,1 milliards d'euros (Md€), en hausse de 4,2 % par rapport à 2016. Elle représente environ 91 euros par habitant et 2,3 % de la dépense courante de santé. La prévention institutionnelle ne concerne qu'une partie des dépenses de prévention. Elle ne comptabilise pas les actes préventifs réalisés lors de consultations médicales ordinaires, inclus par ailleurs dans la consommation de soins et de biens médicaux. Une estimation partielle de la prévention non institutionnelle a abouti à une dépense d'au moins 9,1 Md€ en 2016.

En 2017, les **accidents du travail** avec arrêt du régime général s'élèvent à 632 900, en progression de 1,1 % par rapport à 2016. Les risques d'accidents varient beaucoup selon le secteur d'activité. Les ouvriers sont les plus exposés aux accidents avec blessure.

En 2017, sur les routes de France métropolitaine, 3 448 personnes sont décédées. La mortalité routière est quasiment stable (-0,8 %) par rapport à l'année 2016. Les blessés hospitalisés, les **accidents corporels** et les blessés sont en légère hausse. Entre 2010 et 2017, la mortalité routière baisse de 13,6 %, soit 544 vies épargnées. ■

Définitions

Accident du travail : accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise.

Accident corporel de la circulation, affection de longue durée (ALD), dépense de prévention institutionnelle, espérance de vie à la naissance, mort violente, prévalence, taux de mortalité standardisé, vaccins : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une personne sur quatre a été blessée au travail au cours de sa carrière », *Insee Première* n° 1719, novembre 2018.
- « Les dépenses de santé en 2017 – Résultats des Comptes de santé », *Panoramas de la Drees santé*, Drees, édition 2018.
- « L'accidentalité routière en 2017 », *Bilan sécurité routière 2017*, ONISR, mai 2018.
- « Les Français vivent plus longtemps, mais leur espérance de vie en bonne santé reste stable », *Études & Résultats*, Drees, janvier 2018.
- « L'état de santé de la population en France », Rapport, Drees, édition 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Causes de décès par sexe

en milliers

	1990			2000			2015		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Tumeurs	55,4	85,9	141,3	59,8	89,6	149,4	71,3	95,0	166,2
Maladie de l'appareil circulatoire	94,9	78,8	173,7	86,6	74,8	161,3	76,3	65,7	142,0
Maladies de l'appareil respiratoire	18,2	19,8	38,0	17,3	18,3	35,6	21,1	20,9	42,1
Maladies du système nerveux et des organes des sens	5,9	5,4	11,3	11,3	8,7	20,0	23,0	14,4	37,4
Maladies de l'appareil digestif	12,6	14,4	27,0	11,1	12,5	23,7	11,0	12,5	23,4
Troubles mentaux et du comportement	7,4	5,5	12,9	10,3	7,0	17,3	14,9	10,1	25,1
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	8,3	5,0	13,3	11,1	7,9	19,0	11,5	9,3	20,8
Maladies infectieuses et parasitaires	3,9	5,7	9,6	5,1	5,4	10,5	5,7	5,2	10,9
Maladies de l'appareil génito-urinaire	3,6	3,6	7,2	3,6	3,6	7,3	5,0	4,8	9,9
Autres maladies	23,4	18,3	41,7	25,3	18,5	43,8	35,0	28,9	63,9
Causes externes	19,0	28,6	47,6	16,5	24,4	40,9	15,7	22,4	38,1
<i>dont suicides</i>	3,2	8,1	11,4	2,9	7,9	10,8	2,1	6,8	8,9
Total	252,6	271,0	523,6	258,1	270,7	528,8	290,5	289,3	579,8

Champ : France métropolitaine, décès domiciliés.

Source : Inserm, CépiDC.

Prévalence des maladies dans les affections de longue durée en 2016

Au 31 décembre	Taux de prévalence pour 100 000 personnes	Part des femmes en %	Age moyen en années
Diabète de type 1 et 2	4 207	47	66
Tumeur maligne	3 357	55	67
Affections psychiatriques de longue durée	2 202	56	51
Maladie coronaire	1 905	29	72
Insuf. cardiaque, tr. du rythme, cardiopathies valvulaires, congénitales graves	1 739	50	73
Hypertension artérielle sévère	919	57	75
Artér. chr. avec manif. ischémiques	888	34	72
Accident vasculaire cérébral invalidant	697	48	70
Insuf. respiratoire chronique grave	645	50	63
Maladie d'Alzheimer et autres démences	565	72	84

Source : CNAMTS.

Répartition sectorielle des accidents de travail

en milliers de salariés

	2007		2017	
	Accidents du travail en 1 ^{er} règlement	en %	Accidents du travail en 1 ^{er} règlement	en %
Métallurgie	78,2	10,9	48,9	7,7
BTP	131,3	18,2	86,9	13,7
Transports, EGE, etc.	96,0	13,3	94,7	15,0
Alimentation	121,0	16,8	111,0	17,5
Chimie, caoutchouc, plasturgie	15,4	2,1	10,1	1,6
Bois, ameublement, etc.	32,1	4,5	17,1	2,7
Commerce non alimentaire	58,5	8,1	47,9	7,6
Activités de services	187,7	26,1	216,4	34,2
Total	720,2	100,0	632,9	100,0

Champ : comités techniques nationaux, non compris bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières.

Source : CNAMTS.

Dépenses de prévention institutionnelle

en millions d'euros

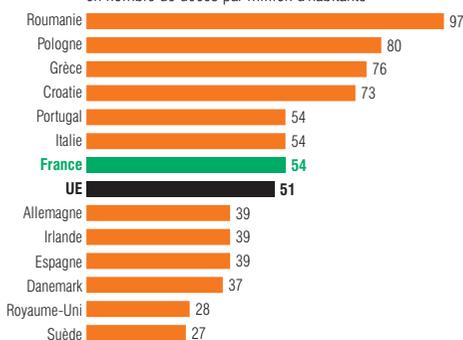
	2010	2016	2017
Prévention individuelle primaire	2 806	3 019	3 085
Vaccins	123	136	131
PMI - Planning familial ¹	688	658	671
Médecine du travail	1 512	1 645	1 690
Médecine scolaire	482	580	593
Prévention individuelle secondaire	632	654	695
<i>dont : dépistage des tumeurs</i>	173	171	172
<i>dépistage et lutte contre les maladies infectieuses</i>	203	204	235
<i>examens de santé</i>	181	181	185
Prévention collective	2 393	2 199	2 337
Prévention à visée comportementale	517	412	423
Prévention à visée environnementale	1 876	1 786	1 914
Hygiène du milieu ²	530	587	587
Prévention des risques professionnels	249	239	272
Prévention et lutte contre la pollution	225	138	143
Observation, veille, recherche, règlements	319	314	391
Urgences et crises	- 28	20	6
Sécurité sanitaire de l'alimentation	582	486	515
Total des dépenses de prévention institutionnelle	5 831	5 872	6 116

1. PMI : protection maternelle et infantile. 2. Y c. lutte anti-vectorielle.

Source : Drees.

Victimes d'accidents de la route dans quelques pays de l'UE en 2016

en nombre de décès par million d'habitants



Note : décès survenus dans les 30 jours suivant l'accident.

Source : Commission européenne.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales